Le Conseil,

Vu le rapport du 4 novembre 1998, par lequel monsieur le président :

A - Expose ce qui suit :

La loi n° 26-369 du 3 mai 1996, relative aux services d'incendie et de secours, a posé les bases d'une nouvelle organisation des services publics en matière d'incendie et de secours.

Cette loi organise les transferts de personnel et de biens des communes et des établissements publics de corps intercommunaux et départementaux vers le service départemental d'incendie et de secours du Rhône (SDIS). La voie conventionnelle est proposée aux établissements concernés.

Le conseil d'administration du SDIS du Rhône a été mis en place en début d'année 1998 et a fixé, au 1er janvier 1999, le transfert des personnels.

Aussi, je vous sou mets, aujourd'hui, le projet de convention de transfert des personnels à intervenir entre la communauté urbaine de Lyon et le service départemental d'incendie et de secours du Rhône :

- en ce qui concerne les sapeurs-pompiers professionnels, le transfert se fera par voie de mutation. La loi n'a pas laissé d'autres choix à ces agents ;

J'attire votre attention sur le fait que les avantages collectivement acquis ayant le caractère de complément de rémunérations restent à la charge de la communauté urbaine de Lyon (article 40 de la loi). Ces avantages énumérés dans l'annexe IV de la convention représentent un montant de 19 MF.

- pour ce qui est des sapeurs-pompiers volontaires, ils sont également transférés au service départemental d'incendie et de secours du Rhône ;

- pour les personnels administratifs, techniques et spécialisés qui participent au fonctionnement du service incendie et secours, la loi dans son article 16 prévoit qu'ils peuvent être mis à disposition sur leur demande et avec l'accord du service départemental d'incendie et de secours du Rhône et de la collectivité employeur. Les modalités de gestion sont déterminées par une convention.

Le service incendie et secours du Grand Lyon compte 197 agents administratifs, techniques et spécialisés répartis dans les différents centres d'intervention. Pour ces agents dont les conditions de transfert n'ont pas été clairement explicitées dans la loi du 3 mai 1996, j'ai signé le 28 septembre 1998, avec les organisations syndicales, un protocole proposant trois possibilités :

- la mise à disposition pour trois ans, renouvelable,
- le reclassement prioritaire sur les postes inscrits au budget et déclarés vacants à la Communauté urbaine,
- la mutation au service départemental d'incendie et de secours du Rhône.

Le conseil d'administration du SDIS a pris l'engagement d'accueillir au 1er janvier 1999 tous les agents de la direction incendie et secours du Grand Lyon. Le nouvel établissement public fonctionnera avec les agents là où ils sont actuellement.

La mise à disposition au 1er janvier 1999 garantit aux agents communautaires le maintien de leurs droits statutaires, de leur rémunération et des avantages collectifs.

Si ces personnels souhaitent un retour dans les effectifs communautaires, ils pourront se porter candidats sur les postes déclarés vacants et correspondant à leur grade et métier ; ils seront prioritaires par rapport à des recrutements extérieurs.

Un comité de suivi a été mis en place sous la présidence du vice-président délégué aux ressources humaines pour observer le déroulement du transfert des personnels.

Le projet de convention qui vous est soumis a été présenté au comité technique paritaire, pour les sapeurs-pompiers, le 29 mai 1998 et, pour les autres personnels, le 23 juin 1998 ;

B - Propose de délibérer comme suit ;

Vu ledit dossier ;

Vu la loi n° 26-369 en date du 3 mai 1996 ;

Vu le protocole signé le 28 septembre 1998 avec les organisations syndicales ;

Oùï l'avis de sa commission ressources humaines, incendie et secours ;

DELIBERE

1° - Approuve le projet de convention à intervenir entre la communauté urbaine de Lyon et le service départemental d'incendie et de secours du Rhône relative aux conditions de transfert des personnels sapeurs-pompiers et des personnels administratifs, techniques et spécialisés.

2° - Autorise monsieur le président à signer ledit projet de convention et tout acte y afférent.

Et ont signé les membres présents,
pour extrait conforme,
le président,
pour le président,